

L'Envol des Cigognes



La lettre aux adhérents et sympathisants du Grdr

Les échos de la vie associative

➤ Pour ceux qui n'ont pas pu participer à l'assemblée générale du Grdr, celle-ci s'est tenue le 18 juin au Musée National de l'Histoire de l'Immigration en trois parties : la visite de l'exposition «Frontières», la rencontre sur la dialectique «migration-développement» qui a rassemblé une soixantaine de personnes et dont nous vous rendons compte largement dans cette lettre. Le troisième temps était consacré à l'AG statutaire.

Concernant la composition du Conseil d'Administration, deux administrateurs ont présenté leur démission pour des raisons personnelles. Il s'agit de Daouda NDIAYE et d'Alain BLEU. Que tous deux soient remerciés pour leur engagement actif dans la vie du Grdr et plus particulièrement pour leur rôle en tant que membres du Bureau.

Par ailleurs, Cheikhna OULD BOUBACAR a été élu à l'unanimité. Monsieur Cheikhna OULD BOUBACAR est membre du Comité d'orientation et de Suivi (COS) de Selibaby et adhérent au Grdr depuis 2000. Il est impliqué plus particulièrement dans le transfrontalier et l'intercommunalité du Karakoro. Bienvenue à ce nouvel administrateur.

Le nouveau CA s'est réuni le 2 juillet et a élu son nouveau bureau : Francis MONTHE reste Président, il sera assisté par le Vice-président Doulo FOFANA, Bernard HYON, conserve la fonction de trésorier et Elisabeth MULLER reste secrétaire. Mathilde CHASSOT, membre du CA depuis de longues années, fait son entrée au Bureau.

L'EDITORIAL



Au cours de ces dix dernières années, les enjeux sécuritaires et corollairement migratoires n'ont jamais été aussi préoccupants parmi les grands défis qui se sont invités dans le contexte géopolitique mondial. Si les causes réelles et profondes de la migration demeurent encore diversement interprétées selon que l'on se trouve en zone d'accueil ou en zone départ, il n'en demeure pas moins que les solutions proposées aujourd'hui sont loin de répondre aux vrais problèmes engendrés par des mauvaises décisions politiques prises hier.

Un des éléments précurseurs de cette double crise mondiale demeure la guerre en Libye déclenchée sous le couvert du Conseil de Sécurité de l'ONU par la France et la Grande-Bretagne. Elle a créé dans cette partie du Sahel un déséquilibre des rapports de force profitant aujourd'hui à des forces obscurantistes terroristes, jetant sur le chemin de la migration des centaines de milliers de personnes obligées de fuir la terreur.

Le résultat est révélateur de l'incohérence de la politique européenne de migration ultra-sécuritaire et ne faisant pas face à ses responsabilités quant à la gestion des conséquences de sa politique interventionniste et martiale. Les Etats occidentaux doivent gérer les conséquences des décisions qu'ils ont prises en déclenchant la guerre à la Libye et surtout en ne prévoyant pas l'après-Kadhafi.

Une grosse erreur de jugement de valeur

Les diverses et successives politiques de co-développement mises en œuvre, tant à l'échelle française qu'européenne, ont toutes fait l'erreur de privilégier le retour volontaire ou forcé des migrants ou la fixation des migrants dans leurs pays d'origine. Il se trouve pourtant de nombreuses études pour montrer les retombées économiques positives pour le développement des pays d'origine et d'accueil du phénomène migratoire.

Quelles alternatives pour les pays sahéliens face aux politiques européennes actuelles ?

Très récemment l'Union Européenne a envisagé de conditionner ses aides aux pays en développement à leur collaboration ou leur participation à la mise en œuvre des politiques de gestion des flux migratoires. Il est déplorable que nous n'ayons pas observé la moindre prise de position des dirigeants africains. A contrario, il faut saluer la prise de position nette et claire de certaines associations de solidarité internationale, dont le Grdr, qui ont ouvertement

condamné cette position européenne en faisant une communication intelligente de leur vision de co-développement, tout en défendant des valeurs universelles des droits de l'Homme, dont le droit de libre circulation des personnes et des biens.

La société civile malienne, notamment l'Espace Migration-Développement en région de Kayes (EMDK) et d'autres organisations locales essayent, à travers un travail de proximité avec les populations des zones de départ, de renforcer leurs capacités dans l'optique d'une meilleure connaissance des enjeux des migrations, et d'engager dans un second temps un plaidoyer pour faire réagir l'Etat malien à tous les niveaux de décision. Le déclic de la réaction de nos états pour prendre à bras le corps le problème de la migration passe par ces actions, même si elles peuvent paraître anodines. Il ne suffit pas d'élaborer une politique nationale migratoire, il faut aussi se donner les moyens de la mettre en œuvre. ♦

Ibrahim Sarr

Membre du Conseil d'Administration du Grdr

Membre du COS de Kayes

Maire de la Commune d'Hawa Dembaya (Mali)

AVANT-PROPOS :

Dans un contexte marqué par l'arrivée de réfugiés en Europe, une grande confusion se fait jour sur les termes, notamment sur la question des migrations. Ce numéro vise à donner au lecteur quelques repères. Tout d'abord un éditorial engagé de notre administrateur kayésien, **Ibrahim Sarr**.

Suivent une analyse sur les conséquences pour les acteurs publics européens chargés de la coopération au développement (p.3 - contribution de **Jean-Marc Pradelle**) ; un retour sur la matinée du 18 juin lors de la rencontre organisée par le Grdr à Paris (synthèse préparée par **Mathieu Lafréchoux** en p.6) ; un portrait de **Doulo Fofana** et de ses engagements (entretien avec **Michel Colin de Verdière**, p.8) ; trois repères pour construire notre réflexion sur migration – développement : un livre, un guide produit par le Grdr et une vidéo sur l'approche développée à Sedhiou (analyse en p.12 par **Patrick Gomes**).

Ces repères doivent permettre à nos lecteurs de se convaincre que le lien entre migrations et développement ne peut passer que par l'approfondissement d'une citoyenneté active dans les territoires de vie, en cohérence avec [le projet associatif du Grdr décliné dans sa Charte](#).

LE CONTEXTE DE NOTRE ACTION

L'aide au développement, otage des politiques migratoires européennes ?



«Nos interdépendances façonnent chaque jour davantage notre monde et le cadre de notre action» (rapport d'activité 2014 du Grdr). Le credo du Grdr se vérifie chaque jour un peu plus, pour le meilleur et pour le pire.

Rappel du contexte récent

Le contexte d'afflux des réfugiés de Syrie et des attentats en France rend chaque jour plus difficile - et plus indispensable ! - de mettre en valeur les bénéfices des migrations au sein du « double-espace : sociétés de départ-transit-accueil », qu'illustre si bien le témoignage de Doulo dans ce même numéro. En effet, migrants, réfugiés, musulmans réels ou supposés, islamistes, suscitent méfiance et rejet des pays européens, dans une grande confusion médiatico-politique.

Les perceptions et les faits divergent. Une enquête européenne montrait en octobre 2015 que la France s'illustrait par sa frilosité pour l'accueil des migrants alors même qu'elle avait été peu « touchée » par les vagues venues de Syrie. L'INSEE rappelait en octobre 2015 que le solde migratoire n'a contribué, entre 2006 et 2014, avec plus de 400 000 personnes en 8 ans, qu'à 16% de l'accroissement de la population

totale française sur la période, principalement porté par le solde naturel. Cependant, il ne faut pas confondre « flux » et « stocks » : l'opinion publique est sensible à l'évolution du « visage », pour ne pas dire la « couleur », d'une société où population française d'origine africaine (y inclus Afrique du Nord) s'accroît au fil des ans, hors migrations. Les émotions générées par les attentats et les drames en Méditerranée alimentent la peur, attisée par les compétitions électorales et l'attitude lamentable des politiques dont les discours, refusant de se confronter au réel, sont un « assemblage de contrevérités », de surenchères ou de fuite.

Dans un tel contexte, les gouvernements de l'UE cherchent à limiter l'arrivée de migrants aux travailleurs hautement qualifiés, et à encourager les retours, en veillant à ce que « l'accroissement des taux de retour ait un effet dissuasif ». Les sommets européens de La Valette (Malte) fin 2015 et de Bruxelles (juin 2016) montrent la volonté des dirigeants européens d'« externaliser » la gestion des migrations dans des pays parfois bien éloignés des droits de l'homme. Le débat du 18 juin organisé par le Grdr a bien éclairé cette évolution (cf. l'article de Mathieu Lafréchoux) et le compte rendu officiel du Sommet européen du 28 juin est clair : « La coopération en matière de réadmission et de retour



Les dirigeants européens et africains réunis sous les voûtes de la « vieille clinique » de l'hôpital des Chevaliers devenue « Mediterranean Conference Center », à La Valette, le 11 novembre 2015, pour le sommet sur la migration.

constituera un critère décisif pour évaluer le partenariat entre l'UE et ses partenaires », suivi de « en utilisant l'ensemble des politiques, instruments et outils dont l'UE dispose en la matière, y compris dans le domaine du développement et celui du commerce ». L'UE s'engage donc vers un « subtil dosage » entre mesures d'incitation et pressions pour associer les pays partenaires, notamment africains (mais pas seulement, voir l'accord avec la Turquie) à leur politique de gestion des flux migratoires. MM. Hortefeux et Sarkozy ont fait des émules, et il risque d'être plus difficile cette fois aux pays du Sud d'y résister comme l'avait fait en son temps le Mali.

La réponse des acteurs publics européens

Les leçons du passé sont vite oubliées, par exemple l'évolution sur le codéveloppement : « D'un dispositif originel consistant pour l'essentiel à aider au retour pour inverser les flux migratoires, les Autorités françaises étaient progressivement passées à un dispositif visant à accompagner les initiatives des migrants en faveur du développement de leur pays d'origine ». Le but d'une agence publique de développement, européenne ou nationale, n'est pas de gérer les flux migratoires mais elle est cependant tenue de contribuer aux objectifs définis par ses autorités de tutelle... Ces agences savent en outre

que la relation migration/développement doit être appréhendée dans sa complexité, plus de développement ne conduisant pas, dans un premier temps et de manière automatique, à moins d'émigration. Du coup, une agence comme l'AFD intensifie sa réflexion sur le sujet « migration ». L'idée serait d'agir sur les causes profondes des migrations (pauvreté, gouvernance, manque d'opportunité, dégradation de l'environnement) pour créer des alternatives viables permettant aux populations d'éviter les départs « contraints ».

Au plan européen, la Commission a créé fin 2015 un fonds d'urgence (FFU : Fonds fiduciaire d'Urgence pour la stabilité, le traitement des causes profondes de la migration irrégulière et les personnes déplacées en Afrique, appelé à l'origine « Fonds Sahel » ; le glissement sémantique résume la tendance). Doté d'une mise de départ de 1,8 milliard d'Euros, ce fonds a vocation à financer des projets concrets dans quatre domaines : le développement économiques, la résilience des populations, la meilleure gestion des migrations et le renforcement de la gouvernance et de l'Etat de droit. La création de ce fonds s'est accompagnée de désaccords internes à la Commission (entre les services Développement et Affaires étrangères) sur le fait de conditionner ou non les financements du FFU aux progrès des pays africains dans le dialogue politique



Un camion de migrants subsahariens traverse le désert

sur la gestion des flux migratoires. Ces désaccords ont généré des retards, notamment sur la fenêtre Sahel/Lac Thad.

Comme le souligne la note AFD déjà citée, « *Au regard des tendances démographiques et économiques actuelles, il importe de considérer les migrations comme un élément structurant pour l'avenir car elles vont, selon toute vraisemblance, se poursuivre* ». Il est donc essentiel de poursuivre l'analyse et la documentation sur les mouvements de population, leurs évolutions, leurs potentiels comme facteurs de développement et les problèmes qu'ils soulèvent. Cependant, le plaidoyer pour les atouts des migrations pour le développement ne doit pas ignorer les difficultés tant pour les migrants eux-mêmes (dangers du voyage, exploitation, déni de protection, rejet par la population d'accueil) que pour les territoires d'origine (perte de compétence, familles délaissées) ou d'accueil (risques perçus sur la cohésion sociale, xénophobie). Il faut réduire ces problèmes, réels qui, en outre, alimentent les peurs et les préjugés.

Comme le propose très justement notre ami Jacques Dejean, dans une note de 2014 intitulée « *Il faut changer le discours sur l'immigration* », pour aider des personnes à changer leurs représentations sur les migrants, à revenir sur des préjugés mal fondés, il faut les leur faire d'abord exprimer pour pouvoir ensuite les aider à les déconstruire, tâche ardue si l'on se souvient du propos d'Albert Einstein « *Il est plus facile de désintégrer un atome qu'un préjugé* ». Il faut cependant s'y atteler ! La tâche est immense car le sujet migration-développement est relégué en arrière-plan par celui des réfugiés et des musulmans. L'expérience riche et ancienne du Grdr, unique en son genre, doit faire progresser un débat qui va occuper le devant de la scène politique dans les prochains mois, et sans doute longtemps encore. ♦

Jean Marc Pradelle

Adhérent

LA RELATION « MIGRATION-DEVELOPPEMENT », N'EST-ELLE QU'UN INSTRUMENT AU SERVICE DES ENJEUX GEOPOLITIQUES MONDIAUX ?



Photo de la rencontre-débat organisée par le Grdr le 18 juin au Musée National de l'Histoire de l'Immigration

Bref retour sur la rencontre du 18 juin au Musée National de l'Histoire de l'Immigration

Les migrations sont au cœur de l'identité et de l'action du Grdr. Elles remplissent chaque jour davantage l'univers médiatique et leur gestion connaît des évolutions inquiétantes. Nos partenaires, du Gisti, de Migreurop, de la Coordination des Associations pour le Développement de la région de Kayes (CADERKAF), de l'Espace Migrations-Développement de Kayes (EMDK), d'Euromed Rights et de l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED) nous ont proposé le 18 juin des repères pour comprendre les évolutions en cours et donc mieux nous positionner.

Tout d'abord, rappelons que les migrations sont une constante majeure de l'histoire de l'Humanité, qu'elles ne concernent que 232 millions de personnes en 2013, soit 3,2% de la population mondiale. Même si l'Europe connaît actuellement un afflux soutenu et constant, cette proportion n'a pas changé.

Malgré cette réalité, l'Union européenne, ses Etats membres et leurs peuples font face à des tensions inédites et puissantes qui conduisent à d'importants changements dans les orientations politiques. Ainsi, l'Union Européenne (UE) utilise

tout ce qu'elle peut pour bloquer ce phénomène, y compris le levier de l'aide publique au développement ou celui des visas d'entrée. Le deal est clair : *« Vous voulez notre aide, eh bien, acceptez nos refoulés et bloquez tous ceux qui veulent venir en Europe chez vous ! Enfermez-les, vos propres citoyens comme ceux qui ne font que passer par chez vous... Faites comme bon vous semble, mais empêchez-les de venir ! C'est le prix de notre aide. »*

Comment une institution comme l'UE peut-elle réagir de façon aussi cynique et finalement très

passionnée ? Comment, avec ses Etats-membres, peut-elle adopter des législations qui criminalisent et diabolisent à ce point les migrants, tout en leur faisant porter le poids du développement sur les épaules ?

Comment l'Europe n'entend-elle pas ses racines historiques ancrées dans le respect des Droits de l'Homme et du Citoyen qui obligent à l'assistance aux naufragés de Méditerranée ?

Comment n'entend-elle pas tous ces travaux des chercheurs qui rappellent que les migrations sont l'une des clefs de la richesse de l'Europe d'hier, d'aujourd'hui et demain ?

Comment n'entend-elle pas ces études qui affirment que les migrations sont un levier puissant pour le développement des pays d'origine et qu'elles ne concernent que les franges les plus riches des pays ?

Nous vivons dans un contexte de tension absolue avec tous les événements dramatiques qui nous assaillent. Que les hommes individuellement ne parviennent pas toujours à raisonner calmement, c'est une réalité humaine inévitable, mais quand ce sont les institutions qui rentrent dans cette mécanique

de l'irrationalité et de la passion, alors il faut y veiller, il faut interpeler et s'organiser pour cela. C'est ce que fait le Grdr au sein des réseaux français et européens.

Du point de vue des territoires d'origine, les accords de réadmission sont signés de façon tout aussi cynique par les gouvernants, mais dans un rapport de force largement défavorable. Que peut exiger un pays sahélien face à l'Europe des 28 ?

Ces accords sont un jeu de dupes. Il faut arrêter de considérer que l'on peut gérer les mobilités humaines. Considérons plutôt que les gens sont libres de circuler et fluidifions les entrées et les sorties. Arrêtons d'avoir peur pour l'emploi ou la sécurité sociale et considérons tous les apports positifs et la création de richesse induits par ces migrants.

Il faut aussi aller plus loin et comprendre ce qui se passe dans les sociétés européennes qui accueillent les migrants et notamment en France. L'étude «*Trajectoires et Origines* » de l'INED retrace les politiques d'accueil successives et explique comment nous arrivons à la situation d'aujourd'hui avec une

intégration segmentée très différente selon les origines migratoires. Les migrants d'Europe sont bien mieux intégrés que ceux d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord. Ces écarts ne s'expliquent pas tous par des variables de niveaux de vie et de diplôme. Les discriminations à l'école, pour le logement, le travail, etc. sont une réalité majeure dans notre pays. Pour une partie de la population, le déni de «francité» est manifeste dès que la couleur de la peau est non «conforme». Comment aider la France à se percevoir comme elle est, à savoir un pays d'immigration, fier de ses origines multiples et de la diversité de son peuplement ?

Sur la relation entre ici et là-bas, les migrants anciens ou récents restent des passerelles essentielles entre les sociétés d'accueil et d'origine, comme le rappelle la CADERKAF. Le radar des compétences des migrants, construit par le Grdr, aide à rendre mieux compte de tous les apports de ces itinéraires migratoires pour alimenter ce travail de plaidoyer.

Plus que jamais, le Grdr et sa parole sont utiles, mais ils ont besoin de renfort, notamment de ses adhérents. ♦

Mathieu Lafréchoux

*Membre du Conseil
d'Administration*

DOULO FOFANA, UN MILITANT DISCRET FAÇONNE PAR UN RICHE PARCOURS MIGRATOIRE

Peu d'entre nous connaissent bien Doulo Fofana, qui vient d'être réélu vice-président du Grdr. Pour cette raison, le comité de rédaction de *l'Envol des Cigognes* a souhaité en faire un portrait.



Photo de Doulo Fofana prise lors de la rencontre-débat du 18 juin 2016

Doulo, qui es-tu ?

Je suis un Soninké du Guidimakha mauritanien. Mon village s'appelle Bouilly ; C'est le dernier village frontalier avant le Mali. J'ai 69 ans. Mes parents étaient agriculteurs. J'ai fait l'école primaire à Bouilly en français. Tombé malade à 16 ans, j'ai dû arrêter mes études. Après, je suis resté dans ma famille et j'ai fait l'élevage et l'agriculture jusqu'en 1969 où j'ai décidé de quitter le village.

Comment es-tu arrivé en France ?

« En 1969, j'ai d'abord été à Dakar, puis à Nouakchott, pour poursuivre à Nouadhibou où j'ai travaillé un an comme contremaître dans l'entreprise de construction de mon grand frère. N'ayant pu alors partir et après un retour de quelques mois à Bouilly, j'ai à nouveau tenté de venir en France. J'y suis arrivé depuis Dakar, le 6 mars 1972 avec un passeport et un visa touristique. Il n'y avait pas de carte de séjour à l'époque et c'est mon grand frère résidant en France qui a financé le voyage. »

En France, le contrôle médical détecte une tuberculose, qui l'oblige à séjourner à l'hôpital puis six mois en sanatorium. Malgré ces soins, l'OMI, en charge des migrations de travail, refuse de lui délivrer le carnet de santé

nécessaire pour travailler : il doit rentrer en Mauritanie. « *C'est là qu'a commencé mon militantisme !* ». Grâce à l'appui d'une association de primo-arrivants du Val d'Oise, il obtient, non sans mal, son certificat de santé.

Quel travail as-tu fait à ton arrivée ?

Embauché fin 1972 dans l'entreprise de caoutchouc où travaille son grand-frère à Persan-Beaumont, il y est d'abord manutentionnaire, puis chef d'équipe. Il va y travailler dix ans. « *Dans l'entreprise de 370 salariés, il y avait tellement d'accidents et pas de syndicat... Moi et mon copain français, comptable dans l'entreprise, on a décidé de faire un syndicat avec Force Ouvrière... C'était dur. Le chef du personnel a éclaté quand on lui en a parlé. Grâce à la direction départementale du travail nous avons pourtant pu organiser une élection... Six mois sans rien obtenir : on a « fermé la porte » et après deux semaines de grève, on a gagné sur la sécurité au travail, les horaires et les congés... Je suis resté dans cette entreprise jusqu'en 1983, mais au décès de mon ami en 1980 je n'ai pu le remplacer, n'ayant pas la nationalité française. Cette nationalité, je ne l'ai jamais demandée : je suis resté un Soninké mauritanien, travaillant en France.*



Doulo et Michel, lors d'un séminaire à Val Vandrinn organisé par le Grdr en 2012

Comment faisais-tu pour ton logement ?

« *J'habitais un foyer de travailleurs migrants à Persan-Beaumont, foyer géré par l'AFTAM. Même si les Maghrébins y étaient majoritaires, les résidents m'ont élu comme président du Comité des résidents... Nous avons ensuite créé un Comité de coordination des foyers AFTAM dont j'étais le secrétaire général... Après avoir obtenu un CAP d'électricité en 1983, j'ai travaillé pour l'AFTAM dans différents foyers, en particulier à Montreuil. Pas de conflit d'intérêt possible : ils ne pouvaient pas m'acheter. Dans nos luttes, j'ai connu Samba Sylla, Harouna Kébé et bien d'autres compagnons de route du Grdr.*»

Que peux-tu dire des relations entre le village de Bouilly et ses travailleurs migrants en France ?

Doulo retrace en détail les actions entreprises par les migrants pour leur village. Boutique coopérative pour lutter contre la vie chère, construction d'une maternité pour diminuer la mortalité maternelle, centrale de médicaments et surtout, le plus important à son avis, aménagement des terroirs.

Au niveau des partenariats, *« nous avons créé en 1987 une Association des ressortissants de Bouilly en France. Celle-ci a été accompagnée par des professionnels de santé regroupés depuis 1988 dans l'Association des Amis de Bouilly. A cette même date, la décentralisation en Mauritanie a permis la création de la commune de Bouilly, rapidement jumelée avec Aubervilliers... Dans tous les cas, les autorités locales, traditionnelles ou élues, restent les décideurs de l'action : nous fournissons au travers de nos cotisations (plus de 100 cotisants !) des contributions financières pour les matériaux et les salariés, mais les villages fournissent toute la main d'œuvre. »*

Grâce notamment à Ousmane Ndiaye, *« le Grdr a été notre premier partenaire avec aussi le CCFD. Nous leur devons la protection du village contre les crues par des gabions, travaux sans lesquels notre village n'existerait plus aujourd'hui... Nous avons aussi creusé des puits dans les villages de culture éloignés de 10 à 15 kilomètres, ce qui a permis d'éradiquer le ver de Guinée. Nous avons créé des cordons pierreux dans les champs et engagé des reboisements. Les résultats sont spectaculaires : doublement des rendements, culture de riz pluvial par les femmes etc. Pour la protection des reboisements et des champs, nous avons réalisé 20 km de clôture grâce à un « atelier grillage »... En Mauritanie, les éleveurs sont privilégiés par rapport aux agriculteurs et les dégâts aux cultures importants, même si on peut noter un mieux aujourd'hui grâce au nouveau Hakem. »*



Le village de Bouilly, dans le Guidimakha mauritanien, d'où est originaire Doulo

Quels sont les grands changements dans la migration au cours de ces quarante-cinq ans ?

« C'est d'abord les règles qui ont changé sans arrêt. La création de la carte de séjour, le regroupement familial et l'absence de travail en France ont bouleversé notre relation avec notre village. On doit d'abord subvenir aux besoins de notre famille ici avant ceux de notre village... Beaucoup de familles, sans le dire trop fort, regrettent d'avoir une famille ici : problèmes d'éducation, de voisinage notamment... Heureusement, les « premières générations » (nos enfants) s'investissent beaucoup même si c'est sous une forme différente de la nôtre. » Il salue

à ce propos l'action des jeunes franco-maliens rencontrés lors du Forum organisé le 9 juillet 2015 par le Grdr. *« Ils s'intéressent à leur pays d'origine sous d'autres formes que nous. Leurs projets individuels doivent être soutenus ; il faut rester à leur écoute. »*

Et au sein du Grdr ?

« Avant le Grdr accompagnait les associations de migrants dans leurs projets. La décentralisation et notamment la mise en place des communes a changé la situation. Malgré beaucoup de formations sur la décentralisation, les associations de migrants ont encore du mal à accepter ce changement... Autre sujet d'incompréhension, l'abandon temporaire par le Grdr du soutien aux projets individuels a pu être mal compris, mais cela est heureusement repris sous de nouvelles formes. »

Doulo met ensuite l'accent sur l'importance des Comités d'Orientations et de Suivi et la base associative au Sahel. *« Fini le temps où le Grdr était là pour « chercher l'argent », maintenant c'est une association pour travailler ensemble. »* Sur les territoires, dans les régions en France, le Grdr connaît également la concurrence des associations locales, qui connaissent mieux le terrain que lui, ce qui l'oblige à travailler avec elles pour être entendu au niveau des élus locaux.

Et ton engagement pour la langue et la culture soninké ?

Doulo s'est présenté dès le début de notre entretien comme un Soninké. Cela témoigne de son militantisme pour cette culture.

« J'ai toujours milité pour notre langue, en Mauritanie comme en France... L'APS (Association pour la Promotion du Soninké) a désormais ajouté l'insertion à ses missions en plus de la promotion de la langue et de la culture... En Mauritanie, j'ai travaillé pour qu'on ait un alphabet soninké et qu'il soit enseigné en première année de l'école. Ici, en France, on ne peut demander aux parents de parler français à la maison : ils vont se faire corriger leurs fautes par leur enfant... Le plus important peut-être, c'est de comprendre que, si les Soninkés sont presque tous musulmans, ils ne sont pas arabes de langue, de culture ou d'habillement. Le regard des Français a en plus beaucoup changé sur les musulmans ces dernières années et cela freine l'insertion. »

Et toi, cela va être comment ta vie demain ?

Après une enfance dans le Guidimakha mauritanien, puis 44 ans en France, Doulo vit maintenant six mois par an dans chaque espace, le Guidimakha et l'Île-de-France. Il incarne ainsi ce double-espace, cher au Grdr. *« Maintenant et tant que j'aurai la santé, je vais faire l'intermédiaire entre la commune et les migrants... Ce sera une bonne conclusion pour mon Histoire ! ».* ♦

Entretien réalisé le 4 août 2016 et mis en forme par **Michel Colin de Verdière**

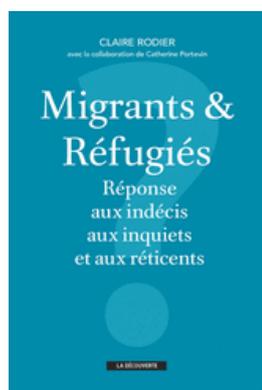
Membre du Conseil d'Administratio

A LIRE, A VOIR

Pour lutter contre les préjugés ! (par **Patrick Gomes** - Membre du conseil d'administration)

Parce qu'il ne se passe pas une semaine ni même une journée sans que des débats sur la « crise des migrants » animent les médias, nos repas de famille ou nos veillées autour du thé, mais surtout parce qu'il devient plus que jamais urgent de contrebalancer les idées reçues sur les migrations : voici deux ouvrages qu'il faudra conseiller à tous ceux que cette « crise » angoisse. Comme il n'est pas certain que les plus angoissés les lisent... lisez-les pour eux !

Ces petits livres présentent des analyses claires permettant une prise de recul nécessaire pour aborder sans tabou et de façon réfléchie les questions liées aux migrations. Ces lectures aideront à dépasser les fantasmes, les contrevérités et les discours extrémistes dont nous sommes tous victimes.



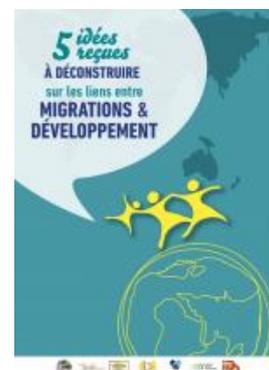
Migrants & Réfugiés - Réponse aux indécis, aux inquiets et aux réticents (ed. La Découverte, Paris, 2016)

Claire RODIER, juriste au GISTI et cofondatrice de Migreurop, en collaboration avec la journaliste Catherine PORTEVIN, présente une analyse autour de 23 questions-réponses parmi lesquelles « *Migrants, réfugiés, quelle différences ?* », « *Les camps des réfugiés ne sont-ils pas "mieux que rien" comme solution d'attente ?* », « *La France et l'Europe ont-elles la capacité à accueillir cet afflux de migrants, compte tenu de la crise économique ?* », « *Que les migrants soient majoritairement arabes et musulmans ne pose-t-il pas un problème supplémentaire ?* », « *Ne devrait-on pas les aider à rester chez eux ?* »

Le guide : « 5 idées reçues à déconstruire sur les liens entre migrations et développement »

Édité en 2016 par le Grdr dans le cadre du programme d'éducation au développement « *les OMD pour les OMD* », il s'agit d'un guide à usage pratique mais aussi politique pour aider à combattre efficacement les préjugés les plus courants sur les migrations et le développement tels que « *Pas de pauvreté, pas de migration* », « *Quitter son pays c'est l'appauvrir encore plus* », « *Ouvrir les frontières, c'est mettre en péril notre économie* »...

[Si vous souhaitez accéder au document, cliquez ici.](#)



Le film « Double espace, Migration et Développement dans la Région de Sédhiou ». Ce petit film de 5 minutes, réalisé par le Grdr, témoigne de l'apport des migrants dans le développement économique de leur région au Sénégal. Il débute par ces mots de Sissao DRAME, entrepreneur en Casamance et ancien émigré en France et en Italie : « *Il faut juste croire et essayer de faire quelque chose pour changer le cours de notre destin ici... et c'est possible !* ». [Pour le visionner, c'est ici !](#)

Une note pleine d'espoir qu'il nous faut transmettre ici, là-bas, comme partout ailleurs pour que les migrations soient davantage valorisées.



SIEGE SOCIAL
66-72 rue Marceau
93558 MONTREUIL Cedex
Tel : 01 48 57 75 80

COORDINATRICE DE L'ÉDITION
Élisabeth Muller
mail : grdr@grdr.org

